

# VD\_FINDINFO HC / 2013 / 595 vom 24. September 2013

VD Tribunal cantonal, 2013-09-24, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_HC\\_\\_\\_2013\\_\\_\\_595](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2013___595)

FR: VD\_FINDINFO HC / 2013 / 595 du 24 septembre 2013

IT: VD\_FINDINFO HC / 2013 / 595 del 24 settembre 2013

## Regeste

MISE EN LIBERTÉ DÉFINITIVE, DÉTENTION AUX FINS D'EXPULSION | 76 al. 1 let. b LEtr, 80 al. 6 let. a LEtr

## Erwägungen

### E. 1

LEtr; art. 30 LVLEtr). Il est de la compétence de la Chambre des recours civile (art. 71 et 73 al. 1 LOJV [loi d'organisation judiciaire du 12 décembre 1979, RSV 173.01] et art. 18 al. 3 let. c ROTC [règlement organique du Tribunal cantonal du 13 novembre 2007, RSV 173.31.1]). Il faut assimiler le rejet de la demande de mise en liberté rendu en l'espèce à l'une des autres mesures selon l'art. 30 al. 1 LVLEtr. Le délai de recours est de dix jours (art. 30 al. 2 LVLEtr). Déposé en temps utile par le recourant, qui y a intérêt, le recours est recevable.

### E. 2

La Chambre des recours revoit librement la décision de première instance. Elle établit les faits d'office et peut ordonner à cet effet toutes les mesures d'instruction qu'elle juge utiles (art. 31 al. 1 et 3 LVLEtr). Elle peut en particulier tenir compte des faits postérieurs à la décision attaquée. Les pièces produites par le recourant sont ainsi recevables.

### E. 3

a) Le recourant soutient en premier lieu qu'il ne présente aucun risque de fuite, puisqu'il a toujours indiqué son domicile réel, qu'il dispose d'un laissez-passer tenant lieu de passeport et qu'il a toujours renseigné les autorités lorsqu'il en a été requis. b) Selon l'art. 76 al. 1 let. b LEtr, lorsqu'une décision de renvoi ou d'expulsion de première instance a été notifiée, l'autorité compétente peut, afin d'en assurer l'exécution, mettre la personne concernée en détention notamment si des éléments concrets font craindre que celle-ci entende se soustraire au renvoi ou à l'expulsion, en particulier parce qu'elle ne se soumet pas à son obligation de collaborer en vertu de l'art. 90 LEtr ou de l'art. 8 al. 1 let. a ou al. 4 LA si (loi sur l'asile du 26 juin 1998, RS 142.31) (ch. 3), ou si son comportement permet de conclure qu'elle se refuse à obtempérer aux instructions des autorités (ch. 4). Ces deux chiffres décrivent des comportements permettant de conclure à l'existence d'un risque de fuite ou de disparition (Untertauchensgefahr) et peuvent donc être envisagés ensemble (Zünd, Kommentar Migrationsrecht, Zurich 2008, n. 6 ad art. 76 LEtr). Selon la jurisprudence, un risque de fuite existe notamment lorsque l'étranger a déjà disparu une première fois dans la clandestinité, qu'il tente d'entraver les démarches en vue de l'exécution du renvoi en donnant des indications manifestement inexacts ou contradictoires ou encore lorsqu'il laisse clairement apparaître, par ses déclarations ou son comportement, qu'il n'est pas disposé à retourner dans son pays d'origine (ATF 130 II 56 c. 3.1; TF 2C\_984/2010 du

20 janvier 2011 c. 2; TF 2C\_206/2009 du 29 avril 2009 c. 4.1). c) On peut donner acte au recourant qu'il ne paraît pas être entré dans la clandestinité avant sa mise en détention. Il n'en demeure pas moins qu'il a clairement montré, par ses refus successifs de quitter la Suisse et de collaborer à son renvoi, qu'il n'entend pas retourner dans son pays d'origine, ce qui est encore confirmé par le contenu de son recours. Il est donc réfractaire à la procédure de renvoi et cette seule circonstance justifie son maintien en détention, afin de garantir sa présence sur un prochain vol spécial. Contrairement à ce que soutient le recourant, l'assignation à résidence ne constitue pas une mesure adéquate de substitution permettant de garantir de la même manière l'exécution de la procédure de renvoi.

#### **E. 4**

a) Le recourant fait valoir ensuite qu'il souffre de graves problèmes ophtalmologiques et qu'il devra être opéré prochainement. Il soutient également qu'il n'existe pas de perspective de renvoi dans un délai raisonnable. Partant l'exécution du renvoi doit être considérée comme impossible et la détention levée. b) S'il s'avère en particulier que l'exécution du renvoi ou de l'expulsion est impossible pour des raisons juridiques ou matérielles, la détention doit être levée (cf. art. 80 al. 6 let. a LEtr), respectivement la prolongation refusée. Ces raisons doivent être importantes (« triftige Gründe » ; Zünd, Migrationsrecht, 2 e éd., Zurich 2009, n. 8 ad art. 80 LEtr ; Hugli, Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, in Ausländerrecht, 2 e éd. Bâle 2009, n. 10.111, p. 476). Ainsi, l'exécution du renvoi doit être qualifiée d'impossible lorsque le rapatriement est pratiquement exclu, même si l'identité et la nationalité de l'étranger sont connues et que les papiers voulus peuvent être obtenus. Tel est par exemple le cas si le déplacement de la personne concernée n'est pas concevable pour des raisons de santé ou qu'un Etat refuse de reprendre certains de ses ressortissants (cf. ATF 125 II 217 c. 2). Il ne suffit pas que l'exécution du renvoi soit momentanément impossible (par exemple faute de papiers d'identité), tout en restant envisageable dans un délai prévisible (cf. Zünd, op. cit., n. 1 ad art. 76 LEtr ; TF 2C\_256/2008 du 4 avril 2008 c. 7.1). En tous les cas, la durée de la détention, envisagée dans son ensemble, doit apparaître proportionnée (ATF 133 II 97 c. 2.2 ; ATF 130 II 56 c. 1). c) En l'espèce, il résulte de la pièce produite par le recourant en deuxième instance, que ses problèmes de santé font l'objet d'un suivi médical approprié et qu'ils ne constituent pas un empêchement à la détention. Quant au dernier argument relatif à l'impossibilité du renvoi dans un délai raisonnable, il apparaît téméraire lorsqu'on sait que le recourant a refusé de prendre un vol à destination de Kinshasa le 8 juillet 2013 et que l'ODM indique qu'un nouveau vol spécial à destination de Kinshasa sera organisé en novembre 2013.

#### **E. 5**

En conséquence, le recours doit être rejeté et l'ordonnance de première instance confirmée. L'arrêt peut être rendu sans frais (art. 50 LPA-VD). Selon l'art. 25 al. 1 LVLeTr, lorsque la personne détenue est indigente, le conseil d'office reçoit une indemnité à la charge de la caisse de l'Etat, les dispositions relatives à la rémunération des défenseurs d'office en matière pénale étant applicables. En sa qualité de conseil d'office, l'avocat Nicolas Blanc a produit une liste d'opérations faisant état de neuf heures et vingt-cinq minutes de travail, dont huit heures effectuées par un avocat-stagiaire. Compte tenu d'un tarif horaire de 180 fr. pour un avocat et 110 fr. pour un avocat-stagiaire, l'indemnité d'office peut être équitablement arrêtée à 1'193 fr. 40, TVA comprise. L'avocat d'office n'ayant pas fait valoir de débours, il n'y a pas lieu de lui en allouer. Par ces motifs, la Chambre des recours civile du Tribunal cantonal, statuant à huis clos, prononce : I. Le recours est rejeté. II.

L'ordonnance est confirmée. III. L'arrêt est rendu sans frais. IV. L'indemnité d'office de Me Nicolas Blanc, conseil du recourant, est arrêtée à 1'193 fr. 40 (mille cent nonante-trois francs et quarante centimes). V. L'arrêt motivé est exécutoire. Le président : Le greffier : Du 25 septembre 2013 Le dispositif de l'arrêt qui précède est communiqué par écrit aux intéressés. Le greffier : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète, par l'envoi de photocopies, à : ■ Me Nicolas Blanc (pour H. \_\_\_\_\_), ■ Service de la population, Secteur départs. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral - RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : ■ Mme la Juge de paix du district de Lausanne. Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.